

N° 5502⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**portant modification de l'article 3 du règlement grand-ducal du
12 juin 2004 fixant les conditions et modalités des aides et
primes de promotion de l'apprentissage**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(17.1.2006)

Par dépêche du 11 octobre 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a transmis pour avis au Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs tenant également lieu de commentaire des articles ainsi qu'un projet de règlement ministériel relatif au modèle de deux formulaires servant à l'introduction des demandes d'octroi des aides et primes de promotion de l'apprentissage par l'employeur et par l'apprenti à présenter à l'Administration de l'emploi.

Les avis des chambres professionnelles sont parvenus au Conseil d'Etat aux dates suivantes:

- le 25 octobre 2005: l'avis de la Chambre des métiers;
- le 11 novembre 2005: l'avis de la Chambre des employés privés;
- le 6 décembre 2005: l'avis de la Chambre d'agriculture;
- le 22 décembre 2005: l'avis de la Chambre de travail.

A la date de ce jour, les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre de travail et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'étaient pas encore parvenus au Conseil d'Etat. Quant à cette dernière chambre, le Conseil d'Etat constate qu'elle n'est pas mentionnée au préambule du projet de règlement comme ayant été consultée, alors que la lettre de saisine du Conseil d'Etat renseigne que toutes les chambres professionnelles seraient demandées en leur avis.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de règlement grand-ducal sous examen trouve sa base habilitante dans la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes telle qu'elle a été modifiée par la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 et plus précisément par son article 23 qui dispose que

„Art. 23.– Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut, à charge du fonds pour l'emploi, attribuer des aides financières de promotion de l'apprentissage dont les conditions et modalités sont déterminées par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.

L'Administration de l'emploi est chargée de l'application des dispositions du présent article.“

Les aides et primes de promotion de l'apprentissage existent depuis l'année 1988 et ont comme objectif de soutenir le système de formation en alternance dite „duale“, système qui est appuyé par la

stratégie européenne de l'emploi (sommet de Luxembourg 1987) et qui consiste en la combinaison de la formation pratique dans l'entreprise avec une formation théorique à l'école. Les aides et primes de promotion de l'apprentissage ont été adaptées une première fois par le règlement grand-ducal du 6 novembre 2000 qui modifiait le règlement grand-ducal du 29 août 1988, et une deuxième fois par le règlement grand-ducal du 12 juin 2004. Par ce dernier, l'aide de promotion de l'apprentissage au profit de l'entreprise fut fixée à 27 pour cent de l'indemnité d'apprentissage, ainsi que la prime d'apprentissage au profit de l'apprenti à 117 euros par mois.

La situation des bénéficiaires de ces mesures se présente, selon le rapport de l'Administration de l'emploi sur ses activités en 2004 (p. 99), de la manière suivante:

*Aides et primes de promotion de l'apprentissage
(1987/88 – 2002/03)*

<i>Année</i>	<i>Demandes</i>	<i>Patrons</i>	<i>Apprentis admis</i>	<i>Apprentis refusés</i>	<i>Dépense totale</i>
1987/88	2.182	1.205	1.594	588	101.761.321 F
1988/89	2.248	1.131	1.665	583	153.715.266 F
1989/90	2.167	1.094	1.581	586	154.545.849 F
1990/91	1.830	952	1.402	428	133.337.809 F
1991/92	1.720	961	1.271	449	141.473.775 F
1992/93	1.885	1.039	1.397	488	155.407.981 F
1993/94	1.991	1.051	1.507	483	207.996.449 F
1994/95	1.999	1.026	1.408	591	205.397.027 F
1995/96	1.986	980	1.292	694	201.562.189 F
1996/97	2.061	1.008	1.444	617	209.645.222 F
1997/98	2.724	1.386	2.001	723	274.516.025 F
1998/99	2.303	1.309	1.577	726	234.716.548 F
1999/00	2.240	1.025	1.461	779	295.893.702 F
2000/01	2.466	1.139	1.623	843	8.239.912,15 €
2001/02	2.230	1.164	1.482	748	7.762.533,10 €
2002/03	1.218	639	721	497	4.556.231,05 €

Quant au fond, le texte soumis à l'analyse du Conseil d'Etat se propose de dissocier les demandes d'octroi des aides et primes de promotion de l'apprentissage à verser aux employeurs de celles versées aux apprentis. En donnant à chacune des parties sa part de formulaire à remplir et à introduire, les auteurs du projet sous revue souhaitent garantir un paiement plus prompt des avantages en question. L'avis de la Chambre des employés privés signale en effet que par le passé „maints employeurs accomplissaient avec un retard considérable leur devoir, et (...) par la suite les apprentis étaient pénalisés sans faute aucune de leur part“.

Dans un contexte de chômage grandissant, particulièrement des demandeurs d'emploi non qualifiés, le Conseil d'Etat voudrait souligner l'importance de l'apprentissage professionnel, et se félicite qu'à l'avenir les entreprises luxembourgeoises soient prêtes à s'y consacrer davantage. En effet, dans son communiqué du 25 novembre 2005, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises écrit dans sa contribution aux discussions tripartites en matière de politiques de l'emploi: „le secteur de l'artisanat envisage d'augmenter le nombre des jeunes sous contrat d'apprentissage de quelque 1.300 à l'heure actuelle à 2.000 à partir de l'exercice prochain. Pour les secteurs de l'industrie et du commerce, le but consisterait à augmenter le nombre de postes d'apprentissage de 300 unités par an. Dans le secteur HORECA, il convient de rappeler que les vacances de postes d'apprentissage dépassent la centaine“. Au vu du nombre de jeunes concernés, le Conseil d'Etat se demande s'il ne devient pas urgent de réformer les dispositions régissant l'apprentissage professionnel qui datent du 8 octobre 1945 pour les adapter aux exigences du monde de travail d'aujourd'hui (cf. arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant révision de la loi du 5 janvier 1929 sur l'apprentissage).

Le Conseil d'Etat approuve les dispositions visées par le règlement grand-ducal, tout en se demandant si cette nouvelle mesure technique suffit pour soutenir „de façon substantielle la promotion de l'apprentissage“, tel qu'affirmé par l'exposé deS motifs. Il ne peut que réitérer ses doutes exprimés déjà dans son avis du 11 mai 2004 relatif au projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage qu'il avait conclu par la remarque dubitative que voici: „l'impact positif de ces mesures sur l'apprentissage en général n'est pas garanti“.

*

EXAMEN DES TEXTES

En ce qui concerne le premier visa du préambule, il y a lieu d'écrire „Vu la loi *modifiée* du 12 février 1999 ...“, celle-ci ayant en effet été modifiée par la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

Pour ce qui est du deuxième visa, il échet d'en faire abstraction. Le Conseil d'Etat doit en effet rappeler qu'il n'y a pas lieu de se référer dans le préambule à des actes de nature normative identique, indépendamment de leur rapport avec le texte concerné.

Au troisième visa, il y a lieu de laisser subsister la mention des chambres professionnelles qui se sont exprimées, alors que dans un visa subséquent il convient d'écrire: „L'avis de la Chambre ... ayant été demandé;“.

Au préambule et au deuxième article, il y a lieu de rédiger le mot „Ministre“ à chaque reprise avec une majuscule.

Le libellé des deux articles du projet de règlement grand-ducal ne donne pas lieu à d'autres observations.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 17 janvier 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

